



FRANCE

ATTENTAT DE CONFLANS

Un an après, les enseignants restent traumatisés

L'assassinat de leur collègue a créé un choc chez les professeurs, partagés entre découragement et mobilisation

TÉMOIGNAGES

L'assassinat de Samuel Paty a des airs de 13-Novembre pour les enseignants. Pour la première fois, un de leur collègue a été tué aux portes de son établissement en raison de son métier. Un an plus tard, chaque professeur se rappelle ce qu'il faisait au moment où il a appris le drame, en ce tout début des vacances de la Toussaint. Le choc a saisi toute la profession. Professeur d'histoire-géographie dans l'académie de Dijon, Emmanuel Menetrey apprend l'attentat contre Samuel Paty à la télévision et entre dans « un état de sidération ». Le lendemain, lorsque des informations plus précises commencent à circuler, il fond en larmes. « Il avait le même âge que moi (47 ans), on exerçait la même profession dans la même discipline. J'ai pleuré comme si j'avais perdu un membre de ma famille », raconte-t-il.

Comme M. Menetrey, beaucoup se sont identifiés à Samuel Paty. Les professeurs d'histoire-géographie au premier chef. Ce sont eux qui sont aux avant-postes : ils ont la charge de l'enseignement moral et civique. « Je donne ce cours sur la liberté d'expression chaque année. Evidemment, je me suis dit : ça aurait pu être moi ! », précise Laurence Bardeau-Almeras, enseignante d'histoire-géographie dans l'académie de Toulouse.

Depuis les attentats de Paris, en novembre 2015, chacun avait conscience que l'école publique pouvait être une cible des terro-

ristes. Le magazine francophone de propagande de l'Etat islamique avait clairement identifié à cette période les enseignants comme « des corrupteurs » à « combattre et tuer ». « On s'est tous rendu compte qu'on pouvait être tué parce qu'on exerce le métier d'enseignant », s'étonne encore Fabien Salesses, enseignant dans l'académie de Lyon et responsable collègue à l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG).

Rien n'a changé

La nécessité de réagir collectivement s'est très vite fait sentir. Malgré les vacances et pour rompre l'isolement, les enseignants se sont appelés pour partager leur émotion et travailler les réponses à donner aux élèves au retour des vacances. Les tergiversations du ministère de l'éducation autour des modalités de l'hommage dans les établissements, et notamment d'un moment de concertation – finalement écarté –

laissé aux enseignants le jour de la rentrée, ont laissé une amertume encore vive. « On a eu une nouvelle fois l'impression de ne pas être soutenu par notre hiérarchie, comme on a le sentiment de ne pas être protégé par notre institution face à des parents qui ne nous font plus confiance », se désole Marc Meissonnier, enseignant dans l'académie de Clermont-Ferrand.

Si des formations laïcité doivent se déployer dans les quatre an-

nées à venir, le sentiment que rien n'a changé depuis un an domine. La crise sanitaire n'a pas aidé. « Dans mon lycée, on a essayé de mettre en place des actions notamment en vue de la Journée de la laïcité à l'école, le 9 décembre, mais semaine après semaine, nous étions un peu moins nombreux », confie Marc Meissonnier pour qui « le découragement est grand dans la profession ». « Nous ne sommes pas de taille à lutter contre cette radicalisation et, entre les quatre murs de sa salle de classe, l'enseignant peut se sentir bien seul ».

« Pour ne pas oublier », l'enseignant de sciences de la vie et de la terre qui tient le compte Twitter « Das Schloss » et qui souhaite rester anonyme, a trouvé un nouveau rituel sur ce réseau social. Lorsqu'il a fini sa journée de travail, il publie la photo de Samuel Paty sans commentaire. Un geste symbolique : « Je suis encore là et pas lui ! » « La société a tendance à entrer dans la salle de classe et à perturber le geste éducatif. Des parents d'élèves aux hommes politiques, le réflexe est facile de rendre les profs responsables de tous les maux de la société », regrette-t-il.

Pas question de renoncer cependant. Dans un sondage réalisé durant l'été par le magazine L'Histoire auprès de près de 3000 enseignants d'histoire-géographie, neuf sur dix déclarent continuer à enseigner « des sujets sensibles ». « Aider à la construction d'un raisonnement, faire la différence entre croire et savoir, forger un esprit





critique, ça fait partie de notre métier. Je ne peux pas me censurer», affirme Caroline Tambareau, professeure dans un collège REP de l'agglomération de Rouen.

Faire émerger les débats

Chacun adapte sa méthode à la classe qu'il a en face de lui, à son contexte. Catherine Rossignol, enseignante dans un collège de l'académie de Versailles, s'est laissée surprendre par les réactions de ses élèves après l'attentat contre Samuel Paty : « Je me sentais assez sûre de moi mais j'étais sûrement trop affectée par ce qui venait de se passer. Certaines réactions agressives des élèves m'ont ébranlée. » Elle constate pour la première fois « le fossé culturel et générationnel » avec les jeunes sur les questions de droit au blasphème notamment.

L'assassinat de Samuel Paty marque un tournant dans ses pratiques pédagogiques. « Il faut aller chercher les élèves là où ils sont, établir une relation de confiance, les amener à réfléchir par eux-mêmes, et peut-être aborder ces ques-

tions moins frontalement ». Si les commémorations sont un moment nécessaire, dépasser le traumatisme passe avant tout par ce qu'ils savent faire : enseigner. Pour eux, les questions de laïcité ne se traitent pas sur une journée d'hommage, mais sur le long terme. Et les cours ne sont pas suffisants. Certains se sont employés à mettre en place des projets qui dépassent le cadre de la classe, où le premier objectif reste de terminer les programmes.

Quelques jours après le temps d'hommage, Gilles Roumieux, enseignant dans un collège à Alès (Gard), a demandé à ses élèves d'écrire un texte autour de quatre questions : « Quelle réflexion tirez-vous du drame qui vient de se produire ? Que symbolise un professeur ? Qu'est-ce que cela signifie de vivre libre ? Pour vous, résister, c'est... ? » Il en a tiré un livre *Touche pas à mon professeur* édité à plus

de 8 000 exemplaires et vient de recevoir le prix de l'initiative laïque aux Rendez-vous de l'histoire, à Blois.

Catherine Ambeau, enseignante en lettres et histoire dans un lycée professionnel à Pessac près de Bordeaux, s'est elle aussi posé beaucoup de questions à la suite du drame : « Y a-t-il des sujets tabous ? Des supports à éviter ? Une censure consciente ou inconsciente ? » Et sa réponse est « non ». Elle s'efforce néanmoins désormais d'apporter davantage de contexte quand elle présente un document à ses élèves, et de faire ainsi émerger les débats. « L'assassinat de notre collègue m'a aidée à comprendre que si on met la poussière sous le tapis, on fait émerger des incompréhensions, voire de l'obscurantisme. » Elle souhaite inaugurer un parvis Samuel-Paty dans son établissement, pour la Journée de la laïcité.

Pour faire vivre la mémoire de Samuel Paty, et les valeurs qu'il incarne aujourd'hui malgré lui, l'APHG a lancé le prix Samuel-Paty, destiné aux classes de 6^e, 5^e et 4^e. L'idée est de produire un projet (audio, vidéo, affiches, texte...) autour d'un thème lié aux valeurs républicaines. « Il s'agit de créer un espace à côté des cours, de parler de ces questions différemment en faisant travailler ensemble des enseignants de différentes disciplines », explique Fabien Salesse, de l'APHG. Le thème de cette première édition : « Sommes-nous toujours libres de nous exprimer ? » Beaucoup de professeurs se posent la question. Mais pour Fabien Salesse, il n'y a pas de doute : « On lui doit bien ça. » ■

SYLVIE LECHERBONNIER

« ENTRE LES QUATRE MURS DE SA SALLE DE CLASSE, L'ENSEIGNANT PEUT SE SENTIR

BIEN SEUL »

MARC MEISSONNIER
professeur dans l'académie de Clermont-Ferrand

« IL FAUT AMENER LES ÉLÈVES À RÉFLÉCHIR PAR EUX-MÊMES, ET PEUT-ÊTRE ABORDER CES QUESTIONS MOINS FRONTALEMENT »

CATHERINE ROSSIGNOL
enseignante dans un collège de l'académie de Versailles

